

PREFECTURE DES CÔTES D'ARMOR

ARRETE
d'autorisation d'une installation classée
pour la protection de l'environnement

DIRECTION
DES COLLECTIVITES LOCALES
ET DE L'ENVIRONNEMENT
CLB

*Le Préfet des Côtes d'Armor,
Chevalier de la Légion d'honneur*

- VU le décret N°2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
- VU le Code de l'Environnement ;
- VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié, pris pour l'application de la loi du 17 juillet 1976 (codifiée au titre I du livre V du Code de l'Environnement) ;
- VU le décret n° 53-578 du 20 mai 1953 modifié, portant nomenclature des installations classées ;
- VU l'arrêté ministériel du 13 juin 1994, modifié le 1^{er} juillet 1999, fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les élevages avicoles soumis à autorisation sous la rubrique n° 2111 1° de la nomenclature.
- VU le décret n° 2001-34 du 10 janvier 2001, relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU l'arrêté ministériel du 6 mars 2001, relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole ;
- VU l'arrêté préfectoral en date du 20 juillet 2001, modifié le 1^{er} août 2002, établissant le second programme d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU le récépissé de déclaration du 9 juin 1992, relatif à l'exploitation d'un élevage de 19800 dindes de chair sur le site de « Kerguiniou » en GLOMEL ;
- VU la demande présentée le 27 juin 2002 au titre de l'installation classée « **LE BORGNE Jacky** », sise « Kerguiniou » en GLOMEL, en vue de la régularisation d'un élevage avicole (22000 dindes de chair) soit 66000 animaux-équivalents, ainsi que la mise aux normes du plan d'épandage correspondant, sur le site de « Kerguiniou » en GLOMEL (section ZV n°86a) ;
- VU les plans et mémoires annexés à cette demande ;
- VU les résultats de l'enquête publique et notamment les conclusions du Commissaire-enquêteur ;
- VU les délibérations des conseils municipaux de GLOMEL (9 décembre 2002) - KERGRIST MOELOU (14 novembre 2002) - MAEL CARHAIX (15 novembre 2002) - PAULE (30 octobre 2002) ;
- VU les avis recueillis lors de l'instruction du dossier ;
- VU le rapport de l'Inspecteur des Installations Classées en date du 28 mai 2004, modifié le 9 novembre 2004 ;
- VU l'avis émis par le Conseil Départemental d'Hygiène le 30 juillet 2004 ;

CONSIDERANT qu'aux termes des dispositions du Code de l'environnement, notamment l'article L.512-2, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

CONSIDERANT que le fonctionnement de l'élevage ne paraît pas susceptible d'avoir un impact négatif sur l'environnement et qu'en particulier les apports « azotés » ne sont pas supérieurs aux besoins des plantes ;

CONSIDERANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, doivent permettre de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 et suivants du Code de l'environnement ;

CONSIDERANT que l'élevage se situe en zone d'excédent structurel (Z.E.S.), dans le canton de ROSTRENEN, dont le seuil d'obligation de traitement est de 17500 UN et le plafond d'épandage 105 ha ;

CONSIDERANT que l'exploitation produit 12582,5 UN, dont 10173 UN seront mises à la disposition d'un prêteur et 2409,5 UN réparties sur 17,3 ha de terres en propre, soit une charge azotée de 139,3 UN/ha ;

CONSIDERANT que l'éleveur demande la régularisation de 2200 places de dindes de chair à surface constante pour une production d'azote de 12082,5 unités, soit 4,5 UN/m² ;

CONSIDERANT que l'examen du dossier, après recalcul de l'azote à 4,3 UN/m² de bâtiment, fait ressortir que la production d'azote pour l'atelier volaille est de 11546 unités au lieu de 12083. La production d'azote sur l'exploitation est de 12046 unités, inférieure au seuil cantonal ;

CONSIDERANT l'avis de la C.D.O.A. du 19 octobre 2004 ;

CONSIDERANT que le pétitionnaire devra respecter le périmètre de protection du captage de SAINT SYMPHORIEN à PAULE ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,

- A R R E T E -

ARTICLE 1ER –

L'éleveur est autorisé, au titre de l'installation classée « LE BORGNE Jacky », à installer et exploiter à GLOMEL au lieu-dit « Kerguiniou » (section ZV n°86a) conformément aux plans annexés à la demande, un élevage avicole (22000 dindes de chair) soit 66000 animaux équivalents.

Pour l'exploitation de cette installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation (rubrique 2111 1° de la nomenclature), le pétitionnaire devra respecter la réglementation en vigueur et les prescriptions définies dans les articles ci-après.

ARTICLE 2 : PRESCRIPTIONS PARTICULIERES :

2.1. - AMENAGEMENT DES BATIMENTS :

2.1.1 – La surface des poulaillers ne devra pas dépasser 2685 m².

2.1.2 - Toutes les eaux usées (sas, etc...) y compris celles du lavage éventuel des poulaillers entre deux bandes et celles du lavage de l'équipement intérieur des poulaillers seront collectées et traitées. Tout écoulement dans le milieu naturel est interdit.

2.2 – PRESCRIPTIONS GENERALES DE SECURITE :

2.3.1 - Les matériaux employés pour la construction du bâtiment devront être de catégorie M3 au minimum (c'est-à-dire moyennement inflammables).

2.3.2 - L'installation électrique devra être conforme aux normes en vigueur ainsi que les installations de chauffage et de stockage de combustibles, s'il en existe.

2.3.3 - L'établissement sera doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques à défendre (extincteurs pour feu d'origine électrique) ; de plus, un tuyau d'arrosage, branché sur une conduite d'eau sous pressions, sera installé à proximité d'une issue.

2.3.4 - Les silos, greniers et autres locaux affectés dans les exploitations agricoles, de façon permanente ou non, au stockage des produits agricoles, ou nécessaires à l'agriculture, devront répondre aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 19 janvier 1977.

2.3.5 - Installer à 200 mètres au plus de l'établissement, en un emplacement facilement accessible aux engins de lutte contre l'incendie, un poteau d'incendie de 100 m/m conforme à la norme NFS 61213 capable de fournir en permanence un débit de 1000 litres/minute sous une pression dynamique de 1 bar minimum, ou une réserve d'eau d'une capacité comprise entre 90 et 120 m³ conformément à la circulaire ministérielle n° 465 du 10 décembre 1951.

2.4 – AUTRE :

2.4.1 – le pétitionnaire devra respecter les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 16/09/1988 pour les parcelles suivantes :

- Périmètres immédiat : Section ZV n°72 / zone sensibles : section ZV n° 65, 67.1, 67.2, 67.3, 71.

- Périmètre rapproché : section ZW n°48.1- 48.2.

ARTICLE 3 -

La présente autorisation, accordée sous réserve du droit des tiers, n'équivaut pas à un permis de construire. Elle cessera d'être valable si l'établissement n'a pas été mis en service dans le délai de trois ans ou reste inexploité pendant plus de deux années consécutives.

ARTICLE 4 -

Toute modification ou extension apportée à l'établissement, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier d'autorisation, devra faire l'objet d'une nouvelle demande d'autorisation.

Tout changement d'exploitant fera l'objet d'une déclaration adressée par le successeur au Préfet des Côtes d'Armor dans le mois qui suivra la prise de possession.

ARTICLE 5 -

Le pétitionnaire est tenu de déclarer, sans délai, à l'inspection des installations classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation susvisée qui seraient de nature à porter atteinte à son environnement.

Il devra, en outre, se conformer aux prescriptions législatives et réglementaires édictées notamment par le livre II du Code du Travail dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

ARTICLE 6 -

Une copie du présent arrêté sera déposée aux archives de la mairie du lieu d'installation pour y être consultée par toute personne intéressée.

Un extrait de cet arrêté, énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée, sera affiché à la porte de la mairie de GLOMEL pendant une durée minimum d'un mois. Un même extrait sera affiché, en permanence, de façon visible, dans l'installation par les soins du pétitionnaire.

Un avis sera inséré par les soins du Préfet et aux frais du pétitionnaire dans deux journaux d'annonces légales du département.

ARTICLE 7 :

Le présent arrêté abroge et remplace la décision préfectorale du 9 juin 1992 susvisée.

ARTICLE 8 -

Délai et voie de recours (article L.514-6 du Code de l'environnement) : La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

ARTICLE 9 -

Le Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,

Le Sous-Préfet de GUINGAMP,

Le Maire de GLOMEL,

L'Inspecteur des installations classées ,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera notifiée au pétitionnaire , pour être conservée en permanence et présentée à toute réquisition des autorités administratives ou de police, et pour information aux maires de KERGRIST MOELOU - MAEL CARHAIX - PAULE.

SAINT-BRIEUC, le

09 DEC. 2004

LE PREFET,

Pour le PREFET,
Le Secrétaire Général,



Jacques MICHELOT